

BULLETIN OFFICIEL DES ARMEES



Edition Chronologique

PARTIE PERMANENTE
Administration Centrale

INSTRUCTION N° 2828/DEF/DCSSA/OL/ER

relative au ravitaillement sanitaire du service courant des bâtiments de la marine nationale et des unités à terre soutenant des
bâtiments à la mer.

Du 1er octobre 1997

DIRECTION CENTRALE DU SERVICE DE SANTÉ DES ARMÉES : *sous-direction organisation, logistique ; bureau équipements, ravitaillement.*

INSTRUCTION N° 2828/DEF/DCSSA/OL/ER relative au ravitaillement sanitaire du service courant des bâtiments de la marine nationale et des unités à terre soutenant des bâtiments à la mer.

Du 1^{er} octobre 1997

NOR D E F E 9 7 5 4 0 9 5 J

Pièce(s) Jointe(s) :

Deux annexes et quatre imprimés répertoriés.

Modifié par :

1^{er} modificatif du 3 février 1998 (BOC, p. 765) NOR DEFE9854004J.

Texte abrogé :

Instruction n° 2825/DEF/DCSSA/OL/ER du 30 octobre 1995 (BOC, p. 5408 ; BOEM 620-71* et mention au BOEM 571).

Classement dans l'édition méthodique : BOEM 571.1, 620-71.2.2.

Référence de publication : BOC, p. 5087.

SOMMAIRE

Préambule.

TITRE PREMIER. DISPOSITIONS GÉNÉRALES.

Article premier. Champ d'application de l'instruction.

Article 2. Catégorisation des formations en fonction de leurs droits ouverts en matière de ravitaillement sanitaire.

Article 3. Principes communs à toutes les formations.

Article 4. Droits ouverts.

Article 5. Utilisation des comptes en valeur.

TITRE II. FORMULATION DES DEMANDE DE RAVITAILLEMENT.

Article 6. Périodicité des demandes.

Article 7. Cheminement des demandes.

Article 8. Imprimés utilisés pour effectuer les demandes.

Article 9. Rédaction des demandes de ravitaillement.

Article 10. Mise en place des états de demandes.

TITRE III. DISPOSITIONS DIVERSES.

Article 11. Demandes d'articles hors état d'allocation des matériels et/ou hors catalogue.

Article 12. Entretien de la dotation spécialisée n° 2.

Article 13. Ravitaillement sanitaire des bâtiments en escale ou en période d'entretien dans un port différent de leur port d'attache.

Article 14. Maintenance des matériels non consommables ressortissant au service de santé.

Article 15. Ravitaillement sanitaire des bâtiments en cours d'essais.

Article 16. Armement des bâtiments.

Article 17. Texte abrogé.

Article 18. Mise en application de la présente instruction.

ANNEXE(S)

ANNEXE I. RÉPARTITION DES RÔLES ENTRE LES ÉTABLISSEMENTS DE RAVITAILLEMENT EN MATIÈRE DE RAVITAILLEMENT SANITAIRE.

ANNEXE II. ADRESSES POSTALES, TÉLÉPHONIQUES ET TÉLÉGRAPHIQUES DES ÉTABLISSEMENTS DE RAVITAILLEMENT.

Préambule.

La présente instruction a pour but de définir les procédures applicables au ravitaillement sanitaire du service courant dans la marine nationale.

Elle est articulée en trois titres qui concernent respectivement :

- les dispositions générales ;
- les dispositions relatives à la formulation des demandes ;
- les dispositions diverses.

TITRE PREMIER. *DISPOSITIONS GÉNÉRALES.*

Article premier.

Champ d'application de l'instruction.

Les procédures de ravitaillement décrites dans la présente instruction sont applicables à l'ensemble des bâtiments de la marine nationale ainsi qu'aux centres médicaux soutenant des bâtiments à la mer. En sont toutefois exclus :

- les bâtiments stationnés outre-mer relevant des forces maritimes de l'océan Indien, d'un commandement des forces ou d'un commandement supérieur pour lesquels les modalités de

ravitaillement restent celles définies dans l' instruction 2727 /DEF/DCSSA/OL/ER du 24 septembre 1997 (BOC, p. 5045) relative au ravitaillement sanitaire du service courant destiné aux corps, unités, établissements et organismes des armées et du service de santé des armées ;

- les unités à terre de la marine dont le ravitaillement s'effectue selon les dispositions de l'instruction susvisée.

En outre, elles ne concernent pas les modalités d'acquisition des matériels d'équipement ressortissant au service de santé des armées, qui font l'objet d'une instruction particulière.

Article 2.

Catégorisation des formations en fonction de leurs droits ouverts en matière de ravitaillement sanitaire.

Les formations bénéficiaires des dispositions de la présente instruction sont classées en trois catégories en fonction de leurs droits ouverts en matière de ravitaillement sanitaire :

- bâtiments avec médecin au plan d'armement ;
- bâtiments sans médecin au plan d'armement (1) ;
- centres médicaux soutenant des bâtiments à la mer.

Article 3.

Principes communs à toutes les formations.

Les dispositions relatives au ravitaillement sanitaire des formations visées à l'article 2 ci-dessus reposent sur les principes suivants :

I. RATTACHEMENT DES FORMATIONS A UN ETABLISSEMENT DE RAVITAILLEMENT SANITAIRE.

Les formations précitées sont ravitaillées par leur établissement de ravitaillement de rattachement conformément au tableau de répartition joint en annexe I à la présente instruction.

II. CONSTITUTION DE COMPTES EN VALEUR.

Des crédits sont ouverts par la direction centrale du service de santé des armées (DCSSA), sous forme de comptes en valeur annuels auprès des établissements de ravitaillement de rattachement au profit des directions du service de santé en région maritime, des bâtiments et des unités à terre soutenant des bâtiments à la mer.

Leurs montants sont définis par la DCSSA le 1er décembre de chaque année.

Les crédits non utilisés au titre de l'exercice en cours sont automatiquement reportés sur l'année suivante.

III. ETATS DE DEMANDE UTILISES.

Pour exprimer leurs besoins, les parties prenantes disposent d'états de demande préimprimés, de billets de mouvements du modèle en vigueur dans la marine ou de feuilles de tête permettant l'identification du demandeur. Les modalités de mise en place, de renouvellement, de présentation et de rédaction de ces états de demande ainsi que leur périodicité sont définies au titre II ci-après.

IV. INFORMATION DES DEMANDEURS.

Les utilisateurs ont connaissance, après chaque traitement de demande, du solde de leur compte en valeur. A cet effet, un relevé de compte leur est expédié par voie postale en même temps que l'accusé de réception de la

demande. Cet accusé de réception, portant mention des articles dont la livraison est différée, est destiné à leur permettre d'avoir connaissance des articles manquants au moment de la réception ; la facture correspondante leur est adressée avec la livraison. En outre, les établissements de ravitaillement de rattachement informent trimestriellement les autorités techniques (directions du service de santé en région maritime, chefferies du service de santé en arrondissement maritime, chef du service de santé de force maritime indépendante) de l'état du compte en valeur de leurs unités subordonnées.

Par ailleurs des échanges directs de renseignements entre les demandeurs et les établissements de ravitaillement de rattachement doivent être effectués chaque fois qu'il est nécessaire. Les adresses et numéros de téléphone figurent en annexe II.

V. CREDITS PERMETTANT L'ACQUISITION DE MEDICAMENTS DANS LE COMMERCE.

Afin de permettre aux médecins majors des bâtiments de se procurer, lors des escales notamment, des médicaments urgents ou d'absolue nécessité n'ayant pas d'équivalent aux états d'allocation des matériels (*EAM*) ou au catalogue des approvisionnements du service courant, un crédit particulier, distinct du compte en valeur, est attribué aux directions du service de santé en région maritime.

Les mêmes dispositions sont applicables aux centres médicaux soutenant des bâtiments à la mer.

Les modalités de liquidation des factures se font conformément aux dispositions visées à l'article 55 de l'instruction 400 /DEF/DCSSA/AAF/AAGDS du 23 mars 1993 (BOC, p. 2487 ; BOEM 620-6*) modifiée, fixant les règles administratives et financières d'accès aux soins du service de santé des armées.

Article 4.

Droits ouverts.

(Modifié : 1er mod.)

Les formations soumises aux dispositions de la présente instruction disposent de droits ouverts en matière de ravitaillement sanitaire énoncés ci-après.

I. BATIMENTS AVEC MEDECIN AU PLAN D'ARMEMENT.

1. Bâtiments de surface.

Les dotations nécessaires au fonctionnement du service « santé » des bâtiments de surface figurent sur l'état d'allocation des matériels des bâtiments de surface (*EAM*) qui leur est adressé chaque année par la direction des approvisionnements et établissements centraux (*DAEC*).

Ces dotations comprennent :

- les dotations types ;
- les dotations de fonctionnement (dotation de base et dotation complémentaire obligatoire) ;
- les dotations spécialisées.

En outre, pour satisfaire des besoins supplémentaires, ces bâtiments ont droit aux articles consommables inscrits au catalogue des approvisionnements du service courant à l'exception de ceux en regard desquels figure une mention restrictive. Le catalogue précité est adressé à chaque bâtiment de cette catégorie en même temps que l'*EAM*. Il remplace la dotation complémentaire non obligatoire.

2. Sous-marins nucléaires lanceurs d'engins.

Dans l'attente de la définition d'un *EAM* spécifique, les dotations réservées aux sous-marins nucléaires lanceurs d'engins (*SNLE*) (D 406) font l'objet de dispositions particulières définies par la *DCSSA* et la chefferie du service de santé de la force océanique stratégique (*FOST*). En outre, ces bâtiments ont droit aux articles consommables du catalogue des approvisionnements du service courant.

II. BATIMENTS SANS MEDECIN AU PLAN D'ARMEMENT.

1. Bâtiments de surface.

Les dotations nécessaires au fonctionnement du service « santé » des bâtiments de surface sont définies à l'*EAM*. En temps normal, ces bâtiments n'ont pas droit aux articles du catalogue des approvisionnements du service courant. Toutefois, dans le cas où un médecin embarquerait pour une mission particulière, un supplément à l'armement peut être accordé comme indiqué à l'article 5, paragraphe IV ci-après.

2. Sous-marins d'attaque.

Dans l'attente de la définition d'un *EAM* spécifique, les dotations des sous-marins d'attaque font l'objet des dispositions particulières définies par la *DCSSA* et la chefferie du service de santé de la *FOST*.

III. CENTRES MEDICAUX SOUTENANT DES BATIMENTS A LA MER.

Ces centres médicaux disposent :

a). Pour leurs besoins propres :

- d'une dotation type en matériels non consommables identique à celle définie dans l'instruction en vigueur relative au ravitaillement sanitaire visée à l'article premier ci-dessus pour les services médicaux des formations de l'armée de terre, de l'armée de l'air et des unités à terre de la marine ;
- des articles consommables inscrits au catalogue des approvisionnements du service courant, à l'exception de ceux en regard desquels figure une mention restrictive.

b). Pour les besoins des bâtiments soutenus :

- des dotations figurant à l'*EAM* correspondant aux bâtiments soutenus visés à l'article 4, paragraphe II ci-dessus ;
- des dotations réservées pour les sous-marins d'attaque.

Article 5.

Utilisation des comptes en valeur.

(Modifié : 1er mod.)

I. BATIMENTS AVEC MEDECIN AU PLAN D'ARMEMENT.

Les crédits ouverts par le compte en valeur auprès de l'établissement de ravitaillement de rattachement sont calculés en fonction de l'effectif soutenu et du type de bâtiment.

Ils sont destinés :

- à assurer l'entretien des articles consommables et non consommables figurant à l'*EAM* défini en fonction de l'appartenance du bâtiment à un sous-groupe précis, ou à l'entretien des dotations réservées (D 406) pour les *SNLE*, à l'exception des dotations techniques chirurgicales spécialisées (DS 2) pour les bâtiments qui en sont pourvus ;

- à pourvoir aux besoins supplémentaires en articles consommables du catalogue des approvisionnements du service courant et notamment les besoins en vaccins, médicaments et articles spécifiques nécessaires aux missions effectuées hors métropole.

II. BATIMENTS SANS MEDECIN AU PLAN D'ARMEMENT.

Ce compte en valeur n'est pas attribué au bâtiment mais au centre médical qui le soutient. Il est destiné à assurer les dépenses afférentes à l'entretien de l'EAM correspondant à sa catégorie pour les bâtiments de surface, ou des dotations réservées pour les sous-marins autres que les *SNLE*.

III. CENTRES MEDICAUX SOUTENANT DES BATIMENTS A LA MER.

Le compte en valeur attribué à ces centres médicaux englobe la part réservée au soutien des bâtiments qu'ils supportent comme indiqué à l'article 5, paragraphe II ci-dessus et celle réservée à leurs besoins propres en articles consommables du catalogue des approvisionnements du service courant.

IV. DIRECTIONS DU SERVICE DE SANTE EN REGION MARITIME.

Un compte en valeur distinct de celui ouvert auprès des établissements centraux de ravitaillement sanitaire pour les unités à terre ravitaillées par ces derniers est ouvert aux directions du service de santé en région maritime auprès des établissements de ravitaillement de rattachement.

Toutefois, si la direction du service de santé précitée est attributaire de la totalité du compte en valeur, une part de ce dernier est réservée aux chefs du service de santé des forces maritimes indépendantes. Cette part est définie annuellement par la *DCSSA*.

Ce compte en valeur permet aux directions ou chefferies susvisées :

De subvenir à leurs besoins propres.

D'accorder aux bâtiments basés dans les ports de la région, y compris les *SNLE* ainsi qu'aux centres médicaux soutenant des bâtiments à la mer implantés sur le territoire de la région, des articles demandés en dépassement de leur compte en valeur.

D'assumer les dépenses concernant la délivrance aux bâtiments ainsi qu'aux centres médicaux soutenant des bâtiments à la mer :

- du vaccin grippal, dans le cadre des campagnes annuelles de prophylaxie de la grippe ;
- de toute autre campagne particulière de prophylaxie décidée sur ordre de la *DCSSA*.

De financer les compléments ou suppléments temporaires ou définitifs à l'armement.

De couvrir les dépenses correspondantes à l'entretien par les établissements de ravitaillement de rattachement des lots particuliers du temps de paix constitués sur décision centrale ou locale.

D'entretenir et remettre à niveau la DS 2 des bâtiments qui en sont pourvus.

D'accorder aux bâtiments, ainsi qu'aux centres médicaux soutenant des bâtiments à la mer, les matériels non consommables du catalogue des approvisionnements du service courant éventuellement nécessaires à leurs besoins.

De satisfaire les demandes de matériels non consommables de la dotation type visée à l'article 4, paragraphe III ci-dessus.

D'accorder aux bâtiments et centres médicaux soutenant des bâtiments à la mer les demandes de matériels faisant l'objet d'un ravitaillement annuel dont la liste est donnée en annexe à la circulaire annuelle mentionnée à l'article 2, paragraphe I de l'instruction visée à l'article premier ci-dessus.

D'assumer les dépenses relatives au ravitaillement courant des bâtiments affectés outre-mer en escale ou en période d'entretien dans un port de métropole (2).

De régler les dépenses relatives aux matériels santé entrant dans la composition des ensembles de survie de la marine nationale demandés par le service des approvisionnements de la flotte.

Les dépenses sont imputées sur la part du compte en valeur réservé à la direction ou chefferie du service de santé selon qu'elles ont pour origine une unité appartenant ou pas à une force maritime indépendante disposant d'une chefferie. Dans le cas où, en fin d'exercice, une des parts réservées se trouverait déficitaire, il appartient à la direction du service de santé concernée d'effectuer les ajustements nécessaires.

Toute demande d'augmentation du compte en valeur régional doit être adressée à la *DCSSA* (bureau équipements, ravitaillement) accompagnée d'un rapport justificatif.

TITRE II. **FORMULATION DES DEMANDE DE RAVITAILLEMENT.**

Article 6. **Périodicité des demandes.**

Les bâtiments et les centres médicaux soutenant des bâtiments à la mer formulent leurs demandes sans périodicité, en fonction de leurs besoins à l'exception de celles relatives aux articles à ravitaillement annuel visés à l'article 5, paragraphe IV ci-dessus qui font l'objet d'une commande annuelle comme indiqué à l'article 7, paragraphe III ci-dessous.

Article 7. **Cheminement des demandes.**

I. BATIMENTS AVEC MEDECIN AU PLAN D'ARMEMENT.

Les demandes de ravitaillement sanitaire formulées par les bâtiments sont adressées :

Directement à l'établissement de ravitaillement de rattachement :

- s'il s'agit de demandes afférentes à l'entretien de l'*EAM* pour les bâtiments de surface ou de demandes afférentes à l'entretien des dotations spécialisées pour les *SNLE*, à l'exception de celles relatives à l'entretien de la DS 2 ;
- s'il s'agit de demandes concernant les articles consommables inscrits au catalogue des approvisionnements du service courant, y compris ceux nécessaires aux missions effectuées hors métropole visées à l'article 5, paragraphe I ci-dessus.

Soit à la direction du service de santé en région maritime, soit à la chefferie du service de santé de force maritime indépendante, selon le cas, s'il s'agit de demandes afférentes à l'entretien de la DS 2.

Soit à la chefferie du service de santé en arrondissement maritime, soit à la chefferie du service de santé de force maritime indépendante, selon le cas, s'il s'agit d'articles non consommables figurant au catalogue des approvisionnements précité ou d'articles hors *EAM* ou hors catalogue.

En cas d'accord de l'autorité du service de santé concernée, les demandes sont transmises à la direction du service de santé en région maritime qui les transmet à l'établissement de ravitaillement de rattachement s'il s'agit d'articles d'approvisionnement centralisé, ou les réalise elle-même pour les autres comme indiqué à

l'article 11 ci-après.

II. CENTRES MEDICAUX SOUTENANT DES BATIMENTS A LA MER.

Les demandes de ravitaillement sanitaire formulées par les centres médicaux soutenant des bâtiments à la mer sont adressées :

- directement à l'établissement de ravitaillement de rattachement s'il s'agit d'articles consommables inscrits au catalogue des approvisionnements du service courant nécessaires à leurs besoins propres ou d'articles nécessaires au recomplètement de l'EAM des bâtiments soutenus ;
- à leur direction du service de santé de rattachement dans tous les autres cas par l'intermédiaire, si elle existe, de la chefferie du service de santé de la force.

III. DEMANDES D'ARTICLES A RAVITAILLEMENT ANNUEL.

Les demandes d'articles à ravitaillement annuel sont adressées, selon le cas, à la direction ou à la chefferie du service de santé pour le 1er janvier de chaque année, accompagnées d'un rapport justificatif. Après accord, cette dernière les fait parvenir à l'établissement de ravitaillement de rattachement avant le 15 février ; en cas de besoins urgents ou inopinés, survenant en cours d'année, les demandes, accompagnées d'un rapport justificatif, sont adressées à la direction du service de santé qui, après accord, les transmet à la DAEC. Dans tous les cas, la dépense correspondante est imputée sur la part du compte en valeur de la direction ou chefferie précitée comme indiqué à l'article 5, paragraphe V ci-dessus.

Article 8.

Imprimés utilisés pour effectuer les demandes.

Pour formuler leurs demandes de ravitaillement sanitaire, les formations soumises aux dispositions de la présente instruction disposent d'états de demande préimprimés et non préimprimés.

I. BATIMENTS AVEC MEDECIN AU PLAN D'ARMEMENT.

Ces bâtiments disposent des états de demandes ci-dessous.

1. Billet de mouvement du modèle en vigueur dans la marine.

Cet imprimé fourni par le bord sert :

- de feuille de tête à toute demande de ravitaillement ;
- de support de demande pour tout article ne figurant pas sur les états de demande préimprimés ;
- de support de demande pour les stupéfiants.

2. Etat de demande préimprimé pour l'entretien de l'EAM des bâtiments de surface de 1re catégorie, articles consommables « pharmacie » de la dotation type n° 1

(imprimé N° 620-71*/15).

Cet état de demande est réservé à l'expression des besoins en articles consommables « pharmacie » nécessaires à l'entretien des dotations de base, des dotations type, des dotations spécialisées et de la dotation complémentaire obligatoire figurant à l'EAM des bâtiments de surface de 1re catégorie.

3. Etat de demande préimprimé pour l'entretien de l'EAM des bâtiments de surface de 1re catégorie, articles consommables « matériels » de la dotation type n° 1

(imprimé N° 620-71*/16).

Cet état de demande est réservé à l'expression des besoins en articles consommables « matériel » nécessaires à l'entretien des dotations de base, des dotations type, des dotations spécialisées et de la dotation complémentaire obligatoire figurant aux *EAM* des bâtiments de surface de 1re catégorie.

4. En outre, ces bâtiments disposent des états de demandes suivants, répertoriés dans l'instruction visée à l'article premier ci-dessus :

- état de demande préimprimé concernant les articles pour immunisation (imprimé N° 620-71*/2). Cet état concerne les sérums et vaccins, les gammaglobulines antitétaniques et les testes tuberculiniques inscrits au catalogue des approvisionnements du service courant demandés en complément à l'*EAM* ;
- état de demande préimprimé concernant les matériels consommables du catalogue des approvisionnements du service courant pouvant être fournis sans limitation de quantité (imprimé N° 620-71*/3). Cet état concerne les matériels consommables du catalogue des approvisionnements du service courant demandés en complément à l'*EAM* ;
- état de demande préimprimé concernant les médicaments et articles de pharmacie du catalogue des approvisionnements du service courant pouvant être fournis sans limitation de quantité (imprimé N° 620-71*/4). Cet état concerne les médicaments, articles stériles non réutilisables, articles de pharmacie et de laboratoire consommables, films et accessoires de radiologie et d'électroradiologie, réactifs inscrits au catalogue des approvisionnements du service courant demandés en complément à l'*EAM* ;
- état de demande préimprimé concernant les matériels consommables, médicaments et articles spécifiques de l'art dentaire inscrits au catalogue des approvisionnements du service courant pouvant être fournis sans limitation de quantité aux cabinets dentaires (imprimé N° 620-71*/5). Cet état concerne les matériels consommables, médicaments et articles spécifiques de l'art dentaire demandés en complément à l'*EAM*.

II. BATIMENTS DE SURFACE SANS MEDECIN AU PLAN D'ARMEMENT.

Ces bâtiments disposent des états de demandes ci-dessous.

1. Billet de mouvement du modèle en vigueur dans la marine.

Il est utilisé comme indiqué à l'article 8, paragraphe I.1 ci-dessus. Il sert en outre d'état de demande pour les bâtiments des 5e et 6e groupes 2e catégorie.

2. Etat de demande préimprimé pour l'entretien de l'EAM des bâtiments de surface de 2e catégorie 4e groupe, articles consommables « pharmacie »

(imprimé N° 620-71*/17).

Cet état de demande comporte les articles consommables « pharmacie » entrant dans la composition :

- du coffre d'urgence (*SU*) ;
- des lots d'urgence plongée (*LUP*) ;
- de la trousse collective de 1re urgence modèle III/93.

3. Etat de demande préimprimé pour l'entretien de l'EAM des bâtiments de surface de 2e catégorie 4e groupe, articles consommables « matériels »

(imprimé N° 620-71*/18).

Cet état de demande récapitule les articles consommables « matériel » de ces mêmes sous-unités collectives.

III. SOUS-MARINS D'ATTAQUE.

Dans l'état actuel des choses et compte tenu du caractère particulier des dotations dévolues à ces bâtiments, les demandes de ravitaillement sanitaire quelles qu'elles soient sont formulées sur billet de mouvement du modèle en vigueur dans la marine. Les demandes effectuées en fonction des besoins sont adressées à l'établissement de ravitaillement de rattachement par le centre médical de soutien. La dépense est imputée au compte en valeur de ce dernier.

IV. CENTRES MEDICAUX SOUTENANT DES BATIMENTS A LA MER.

1. Pour les besoins des bâtiments soutenus, ces centres médicaux disposent des états de demandes préimprimés particuliers visés à l'article 8, paragraphes II et III ci-dessus.

2. Pour leurs besoins propres, ces centres médicaux disposent des mêmes états de demandes préimprimés et non préimprimés que ceux utilisés par les services médicaux de l'armée de terre, de l'armée de l'air et des formations à terre de la marine nationale définies dans l'instruction visée à l'article premier ci-dessus.

A savoir :

- état de demande de ravitaillement sanitaire (feuille de tête) (imprimé N° 620-71*/0) ;
- état de demande non préimprimé de ravitaillement sanitaire (imprimé N° 620-71*/1) ;
- état de demande préimprimé concernant les articles pour immunisation (imprimé N° 620-71*/2) ;
- état de demande préimprimé concernant les matériels consommables du catalogue des approvisionnements du service courant pouvant être fournis sans limitation de quantité (imprimé N° 620-71*/3) ;
- état de demande préimprimé concernant les médicaments et articles de pharmacie du catalogue des approvisionnements du service courant pouvant être fournis sans limitation de quantité (imprimé N° 620-71*/4) ;
- état de demande préimprimé concernant les médicaments, matériels consommables et articles spécifiques de l'art dentaire inscrits au catalogue des approvisionnements du service courant pouvant être fournis sans limitation de quantité aux cabinets dentaires (imprimé N° 620-71*/5).

V. SUPPORT INFORMATIQUE DES ETATS DE DEMANDES.

Dans le cas où une formation disposerait de moyens informatiques de gestion, l'expression des demandes sur états informatiques imprimés localement est autorisée à la condition que la configuration de ce dernier soit identique ou voisine à celle des états de demandes précités. A cet effet, un fac-similé des états informatiques proposés est adressé pour validation et accord préalable à l'établissement de ravitaillement de rattachement concerné.

Article 9.

Rédaction des demandes de ravitaillement.

Le billet de mouvement du modèle en vigueur dans la marine faisant office de feuille de tête ou la feuille de tête elle-même pour les formations devant l'utiliser doivent obligatoirement comporter les renseignements suivants :

- désignation de la formation ;
- numéro *FORSSA* ;
- date d'établissement et numéro d'enregistrement de la demande ;
- numéro d'ordre dans l'année (*ex.* : 1/96, 2/96...) ;
- décompte en francs et centimes ;
- nom, grade et signature du médecin demandeur.

Pour la rédaction des états de demande, le demandeur doit :

- sur les états préimprimés ne pas porter le chiffre 0 dans la colonne « Quantité demandée » lorsque l'article n'est pas demandé ;
- sur les états de demandes non préimprimés ou les billets de mouvement du modèle en vigueur dans la marine, lorsqu'ils sont utilisés comme états de demande, renseigner les lignes vierges en mentionnant : la désignation de l'article, son numéro de nomenclature, la quantité demandée, son prix d'inventaire ⁽³⁾ et le décompte en francs de la demande.

Article 10.

Mise en place des états de demandes.

Un exemplaire des états de demandes visés ci-dessus, à l'exception du billet de mouvement du modèle en vigueur dans la marine fourni par le bord, est mis en place par la *DAEC* pour le 15 décembre de chaque année. La dépense correspondante est imputée au compte en valeur de la *DAEC*. Leur renouvellement est assuré en cours d'année sur demande des formations intéressées, adressée à leur établissement de ravitaillement de rattachement selon la procédure prévue pour les autres matériels. Les dépenses y afférentes sont imputées au compte en valeur de la formation.

TITRE III.

DISPOSITIONS DIVERSES.

Article 11.

Demandes d'articles hors état d'allocation des matériels et/ou hors catalogue.

Les demandes concernant des articles consommables et non consommables ⁽⁴⁾ hors *EAM* ou hors catalogue mais approvisionnés par la *DAEC* éventuellement nécessaires aux besoins des bâtiments et formations visés dans la présente instruction sont exprimées sur billet de mouvement du modèle en vigueur dans la marine ou sur état de demande non préimprimé (imprimé N° 620-71*/1). Elles sont adressées à la direction du service de santé en région maritime, soit directement, soit par l'intermédiaire du chef du service de santé de l'arrondissement ou de la force maritime dont dépend le bâtiment.

En cas d'accord de l'autorité technique précitée, la direction transmet la demande à l'établissement de ravitaillement. La dépense est imputée au compte en valeur de la direction concernée.

Les demandes concernant des articles consommables et non consommables hors *EAM* ou hors catalogue non approvisionnées par la *DAEC* suivent la même procédure que celle indiquée ci-dessus. En cas d'accord, la direction réalise elle-même les articles demandés sur les crédits dont elle dispose au titre du chapitre 34-02, article 20.

Article 12.

Entretien de la dotation spécialisée n° 2.

Les demandes afférentes à l'entretien de la DS 2 sont adressées aux autorités techniques visées à l'article 7, paragraphe I ci-dessus. Les articles d'approvisionnement centralisé sont imputés sur la part du compte en valeur, comme indiqué à l'article 5, paragraphe V ci-dessus. Les articles d'approvisionnement décentralisé sont réalisés par la direction du service de santé en région sur les crédits dont elle dispose au titre du chapitre 34-02, article 20 ou demandés au titre du programme annuel d'équipement s'il s'agit de matériels ou d'ensembles de matériel dont le coût dépasse le seuil défini annuellement par la DCSSA.

Article 13.

Ravitaillement sanitaire des bâtiments en escale ou en période d'entretien dans un port différent de leur port d'attache.

I. DANS UN PORT DE METROPOLE.

A l'occasion d'une escale ou au cours d'une période d'entretien dans un port de métropole différent de son port d'attache, un bâtiment peut être ravitaillé par un établissement de ravitaillement autre que celui de rattachement. Dans cette éventualité, ce dernier n'honore les demandes qu'après contact avec l'établissement de ravitaillement de rattachement du bâtiment. Celui-ci, gérant des comptes en valeur, soit donne son accord si le compte en valeur du bâtiment est approvisionné, soit demande, selon le cas, l'avis du centre médical de soutien ou de la direction du service de santé concernée.

Après accord, les demandes sont traitées. La facture est adressée à l'établissement de ravitaillement de rattachement pour imputation sur le compte en valeur adéquat.

II. DANS UN PORT OUTRE-MER.

Les établissements de ravitaillement implantés outre-mer peuvent être amenés à traiter des demandes de ravitaillement sanitaire émanant de bâtiments affectés en métropole et déployés en mission temporaire outre-mer. Ces ravitaillements sont effectués à titre gratuit. Toutefois, la direction du service de santé de la région maritime d'affectation ou la chefferie santé de la force à laquelle appartient le bâtiment sont tenues informées des articles délivrés.

En l'absence d'établissement de ravitaillement, les médicaments urgents et d'absolue nécessité sont réalisés auprès des officines locales sur les fonds avancés par le commissaire de l'unité. Le remboursement s'effectue au retour au port de base sur les crédits particuliers attribués à la direction du service de santé conformément aux dispositions de l'article 3, paragraphe V ci-dessus.

III. CAS DES BATIMENTS AFFECTES OUTRE-MER EN ESCALE OU EN PERIODE D'ENTRETIEN EN METROPOLE.

Le ravitaillement courant est effectué par l'établissement de ravitaillement auquel est rattaché le port d'escale ou d'entretien. Les dépenses sont imputées au compte en valeur de la direction du service de santé dont dépend le port précité. Les matériels non consommables ressortissant au service de santé éventuellement nécessaires aux besoins sont demandés à la DCSSA, (bureau équipements, ravitaillement) par la direction du service de santé précitée avec rapport justificatif.

Les directions interarmées du service de santé ou les chefferies de forces maritimes indépendantes outre-mer concernées sont tenues informées des articles livrés.

Article 14.

Maintenance des matériels non consommables ressortissant au service de santé.

I. MATERIELS CONCERNES.

La maintenance vise tous les matériels ressortissant au service de santé en dotation sur les bâtiments, les centres médicaux à terre soutenant des bâtiments à la mer ainsi que les cabinets dentaires qui y sont implantés, justiciables d'un entretien, d'une réparation et devant faire l'objet d'un suivi destiné à en assurer la traçabilité.

La liste des matériels concernés, mise à jour annuellement, est diffusée pour le 15 janvier de chaque année par la *DAEC*. Cette maintenance peut induire la consommation de pièces détachées ou d'accessoires. Elle exclut les matériels manifestement irréparables dont l'état justifie une mise à la réforme.

II. MODALITES PRATIQUES.

La maintenance peut être, selon le cas, soit préventive, soit curative.

Elle est du ressort des techniciens des matériels santé (*TMS*) et est effectuée par ces derniers soit sur place dans la formation, soit dans leur atelier de maintenance. Le plan de rattachement des formations aux ateliers de maintenance des *TMS* est fixé et diffusé annuellement par la *DAEC*.

Les opérations de maintenance préventive font l'objet d'un programme établi chaque année, soit par les chefs du service de santé des forces maritimes, soit par les directions du service de santé en région en concertation avec l'atelier de maintenance de rattachement. Ce programme est défini par le pharmacien chimiste adjoint et conseiller du directeur du service de santé en région qui vérifie l'état des matériels à l'occasion de ses visites de contrôle technique.

Afin de permettre la traçabilité du parc des matériels en service, les directions du service de santé informent la *DAEC* de tout transfert de matériels qu'elles prescrivent d'une formation sur une autre en précisant les références exactes du matériel mouvementé.

Les opérations de maintenance corrective sont provoquées par le détenteur du matériel, par le *TMS* à l'occasion d'une visite préventive ou par le pharmacien précité à l'occasion de sa visite de contrôle technique.

Dans tous les cas, les demandes sont formulées par écrit et adressées directement à l'atelier de rattachement.

Elles doivent comporter les renseignements suivants :

- date de la demande ;
- numéro d'enregistrement ;
- unité détentrice ;
- marque, modèle, numéro de série de l'appareil ;
- exposé sommaire du motif de la demande (description des symptômes de la défaillance).

Lors d'une intervention de maintenance, trois cas peuvent se présenter :

1. L'opération peut être effectuée immédiatement.

Le *TMS* effectue l'opération et rédige un compte rendu d'intervention technique (*CRIT*) sur lequel apparaît la conclusion d'aptitude de l'appareil. Celui-ci est alors remis au détenteur accompagné d'un exemplaire du *CRIT*.

2. L'opération doit être différée.

Le *TMS* propose au détenteur le prêt d'un appareil du même modèle ou, à défaut, d'un appareil remplissant la même fonction.

Chaque mouvement de matériel entre l'atelier de maintenance et la formation fait l'objet de l'établissement d'un bon de prise en charge signé par le *TMS*, d'une part, et le médecin-chef de la formation concernée, d'autre part.

L'intervention donne lieu à la rédaction d'un *CRIT*, comme indiqué au paragraphe 14.2.1 ci-dessus, dont un exemplaire accompagne le matériel réparé ; celui-ci est restitué à la formation en échange de l'appareil prêté.

3. La remise en état est impossible.

Dans ce cas, le détenteur reçoit :

- un *CRIT* indiquant que l'appareil est irréparable. Un double de ce document est adressé par le *TMS* à la direction du service de santé de rattachement ;
- un certificat administratif de prise en compte mentionnant la référence du *CRIT*, destiné à la mise à jour de la comptabilité de l'unité dans le cas où l'appareil en cause est conservé à l'atelier de maintenance.

Lorsque le détenteur est informé par l'atelier de maintenance que l'appareil est irréparable, il lui appartient de formuler par voie hiérarchique une demande d'attribution d'un nouvel appareil auprès de sa direction de rattachement, sur état de demande non préimprimé (imprimé N° 620-71*/1). En cas d'accord, cette dernière adresse la demande à l'établissement de ravitaillement. L'attribution d'un matériel donne lieu à imputation sur le compte en valeur de la direction précitée ou sur la part de celui-ci réservée à la chefferie du service de santé de la force, selon que la demande a pour origine une unité appartenant ou pas à une force maritime disposant d'une chefferie.

Dans l'attente de l'attribution du matériel nouveau, un appareil peut être fourni à titre de prêt comme indiqué à l'article 14, paragraphe 11.2 ci-dessus.

L'appareil prêté doit être retourné à l'atelier de maintenance dès réception du matériel nouveau ou sans délai en cas de refus motivé d'attribution d'un matériel nouveau par la direction.

III. CAS DES MATERIELS « COQUE » RESSORTISSANT A LA DIRECTION DES CONSTRUCTIONS NAVALES.

- a). Si le *TMS* intervenant sur le matériel coque estime que le coût de remise en état ne dépasse pas 200 francs, il procède à la réparation. Dans ce cas, la dépense est imputée au compte en valeur de la *DAEC*.
- b). Pour un coût de réparation supérieur à 200 francs, un devis financier est établi et adressé pour accord à la direction des constructions navales (*DCN*) par l'intermédiaire de la direction du service de santé concernée. La dépense incombe à la *DCN*.

Article 15.

Ravitaillement sanitaire des bâtiments en cours d'essais.

Les demandes de ravitaillement sanitaire des bâtiments en cours d'essais sont adressées à la direction du service de santé en région maritime. La dépense est imputée sur le compte en valeur d'intervention régional.

Article 16.

Armement des bâtiments.

Conformément aux dispositions de l'instruction générale n° 20/DEF/DCCM/ADM/UNITES du 16 octobre 1995 (BOC, p. 5147), abrogée par l'instruction 20 /DEF/DCCM/ADM/UNITES du 12 octobre 1999 (BOC, p. 4887), relative à l'administration et à la comptabilité des matériels en service dans les unités de la marine, la charge financière de toutes les délivrances au premier armement incombe à la *DCN*.

Article 17.
Texte abrogé.

L'instruction n° 2825/DEF/DCSSA/OL/EM du 30 octobre 1995 relative au ravitaillement sanitaire du service courant des bâtiments de la marine nationale et des unités à terre soutenant des bâtiments à la mer est abrogée.

Article 18.
Mise en application de la présente instruction.

La présente instruction prendra effet au 1er janvier 1998.

Pour le ministre de la défense et par délégation :

Le médecin général, sous-direction organisation-logistique,

Michel NUGEYRE.

(1) Y compris moyens armés par la gendarmerie maritime.

(2) Les matériels non consommables ressortissant au service de santé manquants ou à échanger sont à demander à la DCSSA (bureau équipements, ravitaillement), accompagnés d'un rapport justificatif.

(3) Le prix unitaire doit être le prix TTC figurant au catalogue des approvisionnements du service courant.

(4) Matériels non consommables dont le prix unitaire est inférieur au seuil défini annuellement par la DCSSA pour les matériels d'équipement.

ANNEXE I.
**RÉPARTITION DES RÔLES ENTRE LES ÉTABLISSEMENTS DE RAVITAILLEMENT EN
MATIÈRE DE RAVITAILLEMENT SANITAIRE.**

1. ETABLISSEMENT CENTRAL DE RAVITAILLEMENT SANITAIRE DE MARSEILLE.

DSS en région maritime Méditerranée.

Bâtiments à la mer dont le port base est Toulon.

Centre médical Castigneau, Toulon.

Ecole de plongée, Toulon.

Commando Hubert, Toulon.

Centre d'expertise médicale des personnels plongeurs de la marine (*CEMPPM*), Toulon.

Escadrille des sous-marins de la Méditerranée (*ESMED*), Toulon.

Centre d'essais de la Méditerranée (*CEM*), île du Levant.

Groupe des plongeurs démineurs (*GPD-MED*), Toulon.

Flottille des avisos de la Méditerranée (*FLO MED*), Toulon.

2. PHARMACIE MAGASIN DU PORT DE BREST.

DSS en région maritime Atlantique.

Bâtiments à la mer dont les ports bases sont Brest, Lorient et Cherbourg.

Centre d'entraînement et d'instruction des *SNLE* (*CEI-SNLE*) base de l'île Longue, Brest.

Centre médical des Roches-Douvres, Brest.

Centre médical de la direction du port (*DP*), Brest.

Centre médical des avisos, Brest.

Centre médical de la force de guerre des mines et groupe des plongeurs démineurs (*GPD*), Brest.

Centre médical unité marine, Lorient.

Groupement des services de santé de la base des fusiliers marins et des commandos, commandement des fusiliers marins commandos (*COFUSCO*), base des fusiliers marins commandos (base *FUSCO*), Lorient.

Centre médical du centre vie, Cherbourg.

Groupe des sous-marins (*GSM*), Cherbourg.

Groupe des plongeurs démineurs (*GPD*), Cherbourg.

Base navale de l'Adour, Anglet.

ANNEXE II.
**ADRESSES POSTALES, TÉLÉPHONIQUES ET TÉLÉGRAPHIQUES DES ÉTABLISSEMENTS DE
RAVITAILLEMENT.**

PMP Brest.

Adresse postale :

Pharmacie magasin du port

8, rue Portzmoguer

BP 41

29240 Brest Naval.

Adresse télégraphique :

PHARMAPORT BREST.

Téléphone :

Central : 02.98.22.81.52.

Relation clients : 02.98.22.81.61.

Télécopie : 02.98.44.99.32.

ECRS Marseille.

Adresse postale :

Etablissement central de ravitaillement sanitaire

Rue Jean-Queillau

BP 19

13998 Marseille Armées.

Adresse télégraphique :

ETACENTRAV SANTE MARSEILLE.

Téléphone :

Central : 04.91.15.35.02.

Relations clients :

04.91.15.35.15.

04.91.15.35.35.

Télécopie : 04.91.15.35.60.

Année 1998.

**ETAT DE DEMANDE PREIMPRIME POUR L'ENTRETIEN DE L'EAM
DES BATIMENTS DE SURFACES DE 1^{re} CATEGORIE.**

Imprimé n° 620-71*/15.

Bâtiment :

Groupe/sous-groupe : /

Demande n°

Date :

Articles consommables « pharmacie » de la dotation type n° 1.

Nombre de DT 1 détenues :

Instruction n° 2828/DEF/DCSSA/
OL/ER du 1^{er} octobre 1997.

Format : 29,7 × 21.

NMA.	Désignation.	Qté.	PU TTC.	Quantité demandée.	Quantité délivrée.	PT TTC.	Observations.
694.120.044.100	Aiguille pour injection ID 1,6 cm × 0,5 mm, boîte de 100.	1	11,67 F				
696.200.401.002	Bac de trempage pour désinfection à froid des instruments avec poissonnière et couvercle, volume 10 litres.	1	838,25 F				
697.910.092.050	Désinfectant à base de glutaraldéhyde, solution prête à l'emploi pour traitement des instruments thermosensibles bidon de 5 l, genre Endosporine.	SB	33,81 F				
694.120.641.020	Seringue 3 pièces pour tuberculine de 1 ml en matière plastique avec aiguille, boîte de 10.	2	5,19 F				
696.501.109.000	Thermomètre médical électronique individuel.	1	32,56 F				
696.501.245.005	Verre gradué verre épais 2,5 à 3,5 mm à pied et bec capacité 125 ml.	2	74,18 F				

**ETAT DE DEMANDE PREIMPRIME POUR L'ENTRETIEN DE L'EAM
DES BATIMENTS DE SURFACES DE 1^{re} CATEGORIE.**

Instruction n° 2828/DEF/DCSSA/
OL/ER du 1er octobre 1997.

Bâtiment :
Groupe/sous-groupe : /
Demande n°
Date :

Articles consommables « matériels » de la dotation type n° 1.

Nombre de DT 1 détenues :

Format : 29,7 × 21.

NMA.	Désignation.	Qté.	PU TTC.	Quantité demandée.	Quantité délivrée.	PT TTC.	Observations.
693.500.035.000	Bassin réniforme à pansements.	1	28,94 F				
695.730.015.000	Boîte aluminium n° 3.	1	83,81 F				
696.200.090.000	Boîte cylindrique pour stérilisation des pansements à l'autoclave 130 × 140 mm.	1	198,35 F				
692.200.304.000	Ciseaux fins droits pointes aiguës de 10 cm.	1	81,13 F				
695.500.000.181	Dictionnaire des spécialités pharmaceutiques Vidal.	1	613,15 F				
694.120.445.001	Lame de bistouri stérile n° 10 pour manche n° 3 et n° 7.	5	0,61 F				
694.120.460.001	Lame de bistouri stérile n° 15 pour manche n° 3 et n° 7.	5	0,61 F				
906.022.200.000	Lampe électrique à pile plate.	1	23,63 F				
692.200.111.000	Manche de bistouri n° 3.	1	24,12 F				
692.200.113.000	Manche de bistouri n° 7.	1	24,12 F				
693.400.071.000	Marteau à réflexes modèle Babinski.	1	41,16 F				
692.200.785.000	Pince à épiler.	1	6,99 F				
692.200.901.000	Pince hémostatique de Halstead droite sans griffe de 16 cm.	1	105,59 F				
692.200.920.000	Pince hémostatique de Kocher droite à griffes de 15 cm.	1	57,01 F				
693.400.125.000	Stéthoscope biauriculaire pour diagnostic.	1	246,02 F				
912.048.045.000	Ampoule électrique de 4,5 volts.	2	5,98 F				
693.210.330.043	Ampoule pour laryngoscope.	2	40,65 F				
694.600.154.000	Brosse à antisepsie.	1	4,46 F				
694.600.440.501	Mèche de gaze hydrophile de 5 × 0,01 m.	2	1,96 F				
695.400.500.010	Mètre ruban de 150 cm.	1	7,33 F				
698.681.121.002	Papier thermosensible pour ECG marque Hellige type EK 31 1 piste, le rouleau.	SB	13,79 F				
698.861.122.002	Papier thermosensible pour ECG type EK 41 1 piste et défibrillateur type Servocard SCP 852 marque Hellige, le rouleau.	SB	16,03 F				
698.861.123.002	Papier thermosensible pour ECG marque Hellige type EK 51 1 piste, le rouleau.	SB	16,03 F				
698.861.320.002	Papier thermosensible pour ECG Hewlett Packard XLE réf. M 22.07 à 3 pistes, rame de 1600 feuilles.	SB	1 337,04 F				

Année 1998.

Imprimé n° 620-71*/17.

**ETAT DE DEMANDE PREIMPRIME POUR L'ENTRETIEN DE L'EAM
DES BATIMENTS DE SURFACES DE 2e CATEGORIE 4e GROUPE.**

Instruction n° 2828/DEF/DCSSA/
OL/ER du 1er octobre 1997.

Bâtiment :

Groupe/sous-groupe : /

Articles consommables « pharmacie ».

Demande n°

Date :

Nombre de coffres SU détenus :

Format : 29,7 × 21.

NMA.	Désignation.	Qté.	PU TTC.	Quantité demandée.	Quantité délivrée.	PT TTC.	Observations.
697.100.107.001	Alcool éthylique à 70 p. 100 V/V modifié pour usage médical, flacon de 500 ml.	2	5,05 F				
697.251.635.030	Anti-inflammatoire non stéroïdien à visée traumatologique, comprimé, boîte de 30 genre Surgam.	3	5,51 F				
697.253.740.020	Antinaupathique comprimé, boîte de 20.	SB	13,50 F				
697.100.842.014	Antipaludique Proguanil-chloroquine gélule, boîte de 14.	SB	17,87 F				Selon mission outre-mer.
697.100.905.050	Antitussif comprimé à la codéine, boîte de 50.	2	10,12 F				
697.102.333.020	Antitussif sirop dose unitaire de 15 ml, boîte de 20 doses.	SB	18,67 F				
696.100.384.020	Charge d'oxygène pour bouteille de 3,5 l en eau timbre 200 bars.	3	104,76 F				
697.200.638.100	Chloroquine 100 mg comprimé, boîte de 100.	SB	15,31 F				Selon mission outre-mer.
697.251.658.001	Hexomédine collutoire, flacon de 30 g.	5	4,99 F				
697.251.657.016	Dafalgan 500 mg gélule, boîte de 16.	5	2,54 F				
694.600.345.001	Drap stérile pour brûlés en polyester et aluminium.	6	17,10 F				Couverture de survie.
697.101.045.001	Eau oxygénée officinale à 10 volumes, flacon de 250 ml.	4	3,36 F				
697.251.656.028	Ercéfuryl gélule, boîte de 28.	10	5,71 F				
697.102.363.020	Expectorant sirop dose unitaire de 15 ml, boîte de 20 doses.	SB	15,31 F				
697.102.362.001	Expectorant sirop pour adulte, flacon de 200 ml.	5	6,84 F				
696.500.645.030	Flacon rond verre blanc bouchon à vis ouverture ordinaire 60 ml.	5	6,35 F				
697.269.656.001	Givalex bain de bouche, flacon de 125 ml.	2	2,80 F				

Année 1998.

Imprimé n° 620-71*/18.

**ETAT DE DEMANDE PREIMPRIME POUR L'ENTRETIEN DE L'EAM
DES BATIMENTS DE SURFACES DE 2e CATEGORIE 4e GROUPE.**

Instruction n° 2828/DEF/DCSSA/
OL/ER du 1er octobre 1997.

Bâtiment :

Groupe/sous-groupe : /

Demande n°

Date : Nombre de coffres SU détenus :

Articles consommables « matériels ».

Format : 29,7 × 21.

NMA.	Désignation.	Qté.	PU TTC.	Quantité demandée.	Quantité délivrée.	PT TTC.	Observations.
694.200.001.100	Attelle gonflable pour membre inférieur.	4	90,46 F				
694.200.001.601	Attelle gonflable pour membre supérieur.	4	65,88 F				
693.500.035.000	Bassin réniforme à pansements.	2	28,94 F				
690.310.290.000	Inhalateur d'oxygène individuel à une bouteille modèle CVIII/90.	1	3 985,50 F				
693.400.045.505	Inhalateur individuel en matière plastique.	1	13,08 F				
694.410.050.000	Système bouche à bouche (insufflateur pour réanimation) avec valve et film.	3	11,43 F				Répartir à bord en contenant à couvercle transparent.
693.400.071.000	Marteau à réflexes modèle Babinski.	1	41,16 F				
693.400.125.000	Stéthoscope biauriculaire pour diagnostic.	1	246,02 F				
694.600.521.000	Pansement individuel modèle 1995.	5	15,61 F				